



Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N°131 - Juillet/Août 2005

Les risques majeurs de la paix Un vent de panique

Après le coup de tonnerre que fut la mort de Garang, le Congrès National, le parti au pouvoir, reste avec ses problèmes. Depuis le coup d'État de 1989, la finalité unique de sa politique est de durer. Or la mise en œuvre de l'accord de paix qui prévoit des élections libres dans trois ans et demi et un référendum d'autodétermination du Sud dans six ans, lui fait courir deux risques majeurs : les élections libres qu'il ne gagnera pas, et/ou la perte du Sud, avec ses ressources considérables en pétrole et autres, qui signera son échec. Il a donc un aiguillon puissant à couper l'herbe sous le pied de l'accord. Le gouvernement du Congrès National continue à armer les milices progouvernementales SSDF sises au Sud qui sèment la dévastation. Ce même gouvernement règle peu les sommes dues pour le pétrole à cause de problèmes de frontières Nord Sud qu'il avait modifiées à son bénéfice. Jusqu'à ce que le MLPS soit capable de payer, il ne pourra pas mettre sur pied une administration du Sud efficace. Il est vrai que l'aide américaine veille.

Ces « risques majeurs » de la paix posent un dilemme aux forces de l'opposition du Nord. Elles pensent gagner les élections grâce à l'accord de paix, -c'est pourquoi certaines l'ont reconnu-, mais redoutent la sécession du Sud. Le Mouvement pour la Libération du Soudan (MLPS), depuis la paix partenaire organique du Congrès National, se retrouve devant une série d'alternatives comparables ; la plupart de ses membres considèrent le référendum comme le but qui les libérera, son adoption de la constitution va dans ce sens, mais ne saurait en parler ouvertement de peur que Khartoum supprime le référendum. Ceux de ses membres qui ne sont pas originaires du Sud mais des Monts Noubas ou du Nil Bleu Sud et n'auront pas de référendum, préfèrent poursuivre des alliances avec les partis d'opposition du Nord pour changer de gouvernement et se débarrasser du Congrès National. D'autre part l'association Congrès National/MLPS a connu ses premiers heurts. Une entente est nécessaire pour la formation du gouvernement fédéral. Comme les ressources pétrolières sont sises au Sud, le MLPS insiste pour avoir le ministère de l'énergie, Khartoum ne veut pas en entendre parler.

La traduction de cinquante et un officiels de haut rang, jusqu'ici anonymes, devant la Cour Pénale internationale (CPI) par le Conseil de Sécurité pour crimes contre l'humanité au Darfour, a créé un vent de panique au sein du gouvernement. Il est conforté dans ses velléités d'appliquer l'accord de paix et dans son désir de garder le pouvoir car certains espèrent encore que la paix au Sud fera oublier le Darfour ou qu'être au pouvoir les protégera.

Il a plusieurs autres fers au feu. Il a demandé conseil à une société américaine qui lui aurait répondu : « Le Conseil de Sécurité ? Pas moyen », et à deux avocats français et belge qui font de la propagande contre la citation de Soudanais devant la CPI, à laquelle, grand succès pour eux, *Le Monde* a cru devoir prêter ses colonnes. Il a nommé une juridiction soudanaise, truffée de juges intégristes du régime, pour punir les criminels du Darfour. Comme aucune dépêche d'agence n'a mentionné son fonctionnement, on peut en déduire que les journalistes n'y sont pas les bienvenus et que des sous-fifres ou des opposants au régime y sont condamnés. Enfin, dernière ligne de défense, il fallait trouver un bouc émissaire important. Un incident est significatif. Abdel Rahim Hussein, puissant ministre de l'Intérieur depuis 2000, conseiller du président et son représentant spécial au Darfour, aurait reçu la visite du directeur des services de sécurité, Salah Abdallah Gosh, qui lui aurait demandé de démissionner. Le ministre, sentant passer le vent du boulet, aurait sorti son arme contre Gosh. Finalement Gosh aurait téléphoné au Président de la République Béchir, qui, venu, aurait obtenu la démission du ministre. Naturellement la démission d'Abdel Rahim fut présentée autrement. Il l'aurait remise malgré l'insistance de Béchir à le garder, à la suite de l'effondrement d'un bâtiment public proche de l'achèvement, dont il était responsable. Les dépêches d'agence insinuent que la « famille d'Abd el Rahim aurait eu des intérêts dans l'ouvrage ». Cela fleure la corruption, qui n'est sûrement pas pour ce régime une cause d'éviction.

S O M M A I R E

Un vent de panique <i>Bételgeuse</i>	p. 1
John Garang, vie et mort d'un visionnaire	p. 5
Salva Kiir, le successeur Sud-Soudan	p. 5
La réunion qui faillit scinder le MLPS <i>Eastern Africa</i>	p. 6
Raisons d'être des milices <i>International Crisis Group</i>	p. 6
Darfour	p. 2
Opposition	p. 3
Front Est	p. 3
Droits de l'homme	p. 4
François-Xavier Verschave	p. 8
Pétrole et Économie	p. 8
Un Anglais acheteur des droits pétroliers au Darfour <i>The Guardian</i>	p. 8

Pourparlers de paix

Bisbilles entre Rebelles**Médiateurs énergiques demandés**

La session de mai au 5 juillet n'a rien donné. Pour le partage du pouvoir, Khartoum n'a proposé que de donner au Darfour une part des 14% prévus pour l'opposition par l'accord de paix du Sud. Tout cela enveloppé, en substance, de « On fait beaucoup à Khartoum pour les Sudistes, des Kafir, (païens), combien plus ferait-on pour vous des musulmans ». Les rebelles ne se sont pas laissés allécher. On n'a pas mentionné le partage des richesses, les rebelles pensent que le Darfour a peu à partager, et ne croient guère dans ses possibilités pétrolières.

Le maigre résultat de la session fut la signature d'une déclaration de principes qui aurait dû être signée quelques jours après la précédente session de pourparlers. Si la montagne accoucha d'une souris ce ne fut pas sans peine. Les rebelles étaient opposés à la médiation tchadienne, qu'ils jugent favorable à Khartoum, le Tchad aurait suscité un mouvement rebelle dont le seul but fut de les attaquer ; le gouvernement soudanais repoussait la présence érythréenne, le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE) se vantait de ses autres actions rebelles dans l'Est du Soudan, et le Mouvement pour la Libération du Soudan (MLS) refusait de négocier à cause d'attaques de l'armée soudanaise, Le pire fut des dissensions entre et à l'intérieur des mouvements rebelles. Pour le SLM, il s'agit de scissions de nature ethnique à l'intérieur de mouvement ; il s'agit aussi d'une querelle de personnes entre Abel Wahab el Nuri, présent aux négociations et Minni Mirkawi présent sur le champ de bataille, favori des hommes qui le jugeaient relégué au second plan par un négociateur qui avait vécu à l'étranger, savait peut-être mieux faire mais aurait parlé à la légère de poursuivre indéfiniment les combats. Même chose au MJE ; Khalil Ibrahim, qui est réfugié politique en France, a vu son leadership rejeté par les commandants ; il n'a pas de troupes et n'aurait donc pas de légitimité pour parler.

De fols espoirs se sont levés : la société civile du Darfour ferait part de ses attentes, Garang négocierait du côté gouvernemental. C'était toutefois Taha qui devait prendre en main les négociations, avait-il été décidé le 13 juillet. Conscient qu'une des manières d'échapper à la Cour Pénale Internationale est de faire la paix au Darfour, Taha pourrait reprendre les négociations et les mener à bon terme ; Salva Kiir pour sa part a déclaré que la paix au Soudan demande une solution rapide aux problèmes du Darfour et de l'Est.

Quoique le MLPS ait formé aux pourparlers l'ALS, les négociations manquent de médiateurs maniant bien la carotte et le bâton. Les pourparlers doivent reprendre en septembre.

La force AMIS de l'Union

Ces forces s'interposent toujours entre l'armée et les rebelles, ces derniers s'en plaignent beaucoup: ils ne peuvent attaquer l'armée, leur seul moyen de récupérer des armes et du matériel puisqu'ils n'ont pas d'argent, sans combattre l'Union Africaine. Autre conséquence, les disputes au sein de la rébellion. Pour les rebelles, les forces AMIS sont les alliées objectives du gouvernement.

Exac

L'universelle ter

Après qu'en mai 2004, la commission des Droits de l'homme de Khartoum ait promis leur désarmement à Colin Powell en 2004, qu'une Résolution du Conseil de Sécurité du 30 juillet 2004 s'est pas relâchée, et que Kofi Annan l'ait encore exigé le 16 juillet 2004, les *janjawid* commettent toujours des crimes contre l'humanité, mais sur les feuilles de paie des gouverneurs d'États fédérés. L'information de Khartoum. Des membres de l'ICG assistèrent de plus à une réunion de laquelle elles dirent avoir vu des officiers de l'armée soudanaise.

« Nous avons vu des villages brûlés avec des gens enfermés dans les maisons, a laissé mourir d'hémorragie, des nez et des oreilles tranchées, des... » Ainsi s'exprime un photographe américain Brian Steidle, un ami américain pour surveiller le conflit au Darfour en accompagnant un Américain qu'il a montrées au Congrès, à la Chambre des Communes, à la télévision et de personnes lancées dans des huttes en flammes.

Les attaques de village ont quasiment disparu : il n'y en a plus. Une destruction complète semble refléter le déclin de la violence. Les villages ont été brûlés ou partiellement brûlés. Mais il reste de nombreux déplacés, obligés de s'enfuir pour leur survie. L'équipe MSF a rapporté que quatre d'entre eux étaient des enfants. C'était à Shangil Tobaya, au sud-est d'un petit village près de Tawila rapporte qu'après les meurtres et les déplacements, avant de s'enfuir et de revenir. Plusieurs jours après, les *janjawid* les regarder, puis de les enterrer à nouveau.

Khartoum avait pris le rare engagement d'arrêter les viols et de protéger les Droits de l'homme des Nations Unies Louise Arbour. Au cas où partout la crainte de viol est terrifiante. Pire, les postes de police violées qui parlent reçoivent des menaces. Ainsi une jeune fille, qu'on dit d'une ONG étrangère qui confirmèrent le viol. L'Union Africaine a une police soudanaise, probablement par l'un de ses mouchards. Pire, elle a été arrêtée et embarquée à l'hôpital de Nyala. Nouveau certificat. Pire, sous-secrétaire général des Nations Unies, « Non seulement les violences mais elles empêchent l'accès au traitement. » Il a cité le cas de femmes comme des criminelles pour ce fait.

Ceci avec la nouvelle juridiction soudanaise Internationale, érigée au cas où dont Khartoum fait grand cas, destinée à faire pièce à la CPI. Une force Africaine déploieront 1560 policiers hommes et femmes fin septembre.

Selon une dépêche d'agence UPI, le gouvernement soudanais prévoit dans les prochains mois, sous la supervision des Nations Unies qui vérifient l'humanitaire. ST 8425 Avec peu de résultat. Ainsi, des rapatriés, qui ne peuvent pas sortir de leurs villages et cultiver leurs champs, disent-ils.

L'UNHCR a trois bureaux de protection de réfugiés au Darfour. Les réfugiés séparés de leurs familles, d'autres ont été enlevés, et on n'en a pas comptés, de très nombreuses petites filles ont été violées.

Africaine : Alliée objective du

L'Union Africaine a décidé de mettre en septembre 7832 hommes au Darfour au lieu des quelques 3000 jusqu'à aujourd'hui. Cela permettrait de couvrir la majorité des « points chauds ». Le problème est financier. Il lui manque 200 millions de dollars. Des sommes supplémentaires furent promises mais tardent à venir. L'OTAN et l'Union Européenne fournissent des transports de troupes et une formation des dites troupes.

AMIS, on le sait, ne peut s'occuper officiellement que des ruptures de cessez-le feu entre gouvernement et rebelles. Le reste fait l'objet de rapports confidentiels.

tions

Le droit d'être violée

des N-U ait demandé à Khartoum la dissolution des milices au Powell, à Kofi Annan et à toute une parade de leaders étrangers. En 2004 le leur ait enjoint, que depuis la pression internationale ne n, la situation en est toujours au même point. Non seulement les selon l'*International Crisis Group (ICG)*, leurs chefs sont toujours information lui vint d'interviews avec des officiels gouvernementaux réunion d'information de troupes de l'Union Africaine au cours mais assister à la remise de diplômes de *janjawid*.

leurs huttes et brûlés vifs, nous avons vu des hommes castrés qu'on yeux arrachés de leurs orbites. Nous avons vu cela tous les jours. ». ancien capitaine des Marines, contacté par le département d'État les troupes de l'Union Africaine. Il a pris des quantités de photos CPI etc. De plus en plus de témoignages parlent de castration,

à brûler selon le Secrétaire Général des Nations Unies pour qui ence. Selon les Nations Unies, citées par Condolzza Rice, 2000 s camps de déplacés à attaquer. Selon le témoignage visuel de e ont lancé des grenades, brûlé des abris, chassé des centaines récemment soigné 14 civils blessés de balles ou d'éclats d'obus. u Nord Darfour. Selon l'*Observer* du 31 07, Sharif Yahaya originaire exécutés par les *janjawid*, ils durent enterrer beaucoup de monde id étaient là ; ils leur ordonnèrent de déterrer les morts, de bien

poursuivre les violeurs, rien n'a été fait, selon le Haut Commissaire mp de Zamzam au Nord Darfour, on parle d'un viol par jour. Et ce continuent à ne pas enregistrer les plaintes pour viols, et les si s'était plainte de viol, fut examinée par le médecin et l'infirmière e en entendit parler et l'interrogea. Cela vint aux oreilles de la assant du statut de victime à celui de suspecte, la jeune fille fut as de viol. On ne sait ce qu'elle est devenue. Selon Jan Egeland, s autorités soudanaises ne donnent pas une protection efficace, emmes célibataires devenues enceintes après un viol et traitées

ée pour poursuivre crimes de guerre et crimes contre l'humanité a progrès apparaîtra peut-être quand les forces AMIS de l'Union eembre. Déjà on érige 30 stations de police AMIS, une par camp.

a rapatrié 200 déplacés et pense en rapatrier 30 000 dans les ifient qu'ils sont volontaires et leur donneront de l'assistance dans un village de 2000 habitants au Sud de Nyala se plaignent os : « Des groupes d'arabes nous attaquent et nous tirent dessus »

Leur souci principal est la protection des enfants. Certains sont as de nouvelles, d'autres ont été forcés de rejoindre des groupes

Le gouvernement

Certains d'entre eux montrent des preuves photographiques d'attaques par hélicoptère de villages et leur conclusion est que le gouvernement soudanais a systématiquement rompu les accords qu'il a signés pour apaiser le Conseil de Sécurité. Malgré les dénis officiels du gouvernement. Des photos marquées *confidentiel* montrent des soldats soudanais pillant des villages. Ces rapports parlent de viols et d'assassinats. AMIS parle également de combats entre rebelles pour leurs territoires respectifs et d'attaques par les rebelles de convois gouvernementaux.

LE FRONT EST

Les rebelles Béja tenaient un petit territoire de 40 000 km² depuis 1997 sur la frontière érythréenne, mais les rebelles sudistes qui les soutenaient s'en vont petit à petit à cause du traité de paix. L'Est est très important pour l'État à cause de Port-Soudan, le seul port maritime, et des rails, routes et oléoducs qui y mènent.

Selon l'International Rescue Committee américain « la situation humanitaire y est l'une des pires que nous ayons vues en Afrique, des épidémies sévissent, il n'y a pas de structure de santé et le taux d'analphabétisme est supérieur à 97%. (Reuter Ed. Harris 12 juin). Les taux de malnutrition sont très élevés (Reuter 20 06). Le bétail souffre de tuberculose, de peste bovine, d'anthrax et le bétail béja aurait diminué de 40% au cours des 5 années précédentes (Reuter 28 juin). Le gouvernement cherchant à calmer les esprits a offert 88 millions de dollars dont il n'est plus question.

Le Front Est, soutenu par la branche Est du Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE) du Darfour, a lancé une offensive sans lendemain depuis son territoire en direction de Tokar, aurait pris trois petites garnisons, du matériel et fait une vingtaine de prisonniers. Il est vrai que le MJE est tenu par un accord de cessez-le-feu, mais le groupe s'est divisé plusieurs fois et on ignore si la direction contrôle les forces. Khartoum dit avoir repris le terrain conquis, la rébellion nie. Les rebelles et partis d'opposition ont accepté les pourparlers avec le gouvernement s'il relâche les prisonniers et publie une enquête sur les tirs de police à Port-Soudan en janvier. Ils veulent aussi une médiation internationale ce que le gouvernement refuse.

Khartoum accuse l'Érythrée de ces troubles.

Opposition

Bien que tous les problèmes n'aient pas été résolus, dans l'opposition depuis le coup d'État, l'Alliance Nationale Démocratique (AND), groupe de partis d'opposition largement nordiste, le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (MLPS) excepté, a signé un accord au Caire avec ce gouvernement sous la houlette de l'Égypte le 18 juin. Restent en suspens le sort de l'armée rebelle de l'AND dans l'Est dont l'Alliance souhaiterait qu'elle rejoigne les forces armées soudanaises, et la participation de l'AND aux structures gouvernementales qu'elle voudrait voir passer de 14%, selon l'accord de paix Nord-Sud, à 17%. Les parties ont déclaré qu'elles continueraient les négociations, mais trois jours après la signature, le principal négociateur gouvernemental Nafi'e Ali Nafi'e déclarait que 14% étaient 14%. Au dernier moment l'AND participa quand même au comité constitutionnel.

Cet accord ne résout en rien les problèmes du Darfour bien que l'armée de Libération du Soudan fasse partie de l'AND, ni de ceux du Front Est qui fait partie de l'AND, mais est sorti des négociations car l'AND avait, selon lui, une attitude trop favorable à Khartoum.

Tourabi, l'âme du coup d'État de 1989, est depuis 1999 en froid avec Béchir qui, après l'avoir mis en prison 15 mois, l'a libéré, la période intérimaire de paix avec le Sud n'admettant pas l'État d'urgence (qui subsiste au Darfour et dans l'Est). Dès le lendemain, Tourabi descendait en flammes la nouvelle constitution devant 5000 de ses supporters.

Selon Tourabi, cette constitution n'a pas été préparé par des élus, l'eût-elle été par le parlement rien n'aurait changé, puisqu'une partie de ses membres a été nommé, et l'autre élue lors d'élections truquées. De plus les sièges sont répartis de manière autoritaire. [Ils seront attribués par des élections après les votes qui auront lieu dans trois ans et demi]. Tout cela est fort bien mais quand Tourabi était au pouvoir, les choses n'allaient pas mieux. Tourabi s'est interrogé sur l'intérêt d'avoir deux vice-présidents « peut-être pour qu'avec le second vice-président Béchir puisse écraser Garang. »

Droits de l'Homme... Droits de l'Homme... Droits de l'Homme...

- La Commission des Nations Unies pour les Droits de l'homme a nommé une afghane, Sima Samar, rapporteur spécial au Soudan. Après l'époque Taliban, elle a été Premier Ministre adjoint en Afghanistan et y préside la Commission indépendante des Droits de l'homme ((Reuter 29 07).

Presse enchaînée

-VS félicite la cour de justice qui, à Khartoum, a suspendu le quotidien *Al Wifaq*. trois mois et l'a condamné à une amende d'environ 3200 \$. Le journal était jugé pour avoir mis en doute la parenté du prophète Mohammed, ce qui pouvait valoir à l'éditeur la peine de mort d'après la *charia* (AP 18 juin). En juin Khartoum a retiré sa licence au *Khartoum Monitor*, le seul quotidien de langue anglaise de la capitale pour avoir couvert avec vérocité l'éviction forcée du bidonville de Soba Aaradi, peuplé de Sudistes et de Darfouriens (Reuter 25 06), qui causa bien des morts (voir VS n° 130). Les autorités soudanaises ont suspendu pour 3 semaines le *Juba Post*, premier journal indépendant sis au Sud, créé après l'accord de paix pour ne pas avoir fait les formalités d'enregistrement à Khartoum (Ils les avaient faites dans le Sud). Trois journalistes ont été arrêtés, mais relâchés un jour après sous caution. Le *Juba Post* avait écrit des articles critiquant ouvertement la fermeture du *Khartoum Monitor* (Reuter 25 06).

Presse libérée ?

Le 11 juillet, *Al Ayam* titrait en rouge « Levée de la censure des journaux » et le *Juba Post* promettait dans sa première édition après la fermeture : « liberté de mouvement, d'association et de presse promise à partir de ce jour ». (Cela avait déjà été annoncé par Béchir en août 2003). Mais le 10 juillet des officiers de sécurité inspectant les épreuves de *Al Sahafa* avaient retranché plusieurs articles. Les journalistes racontent maintenant que la Sécurité venait dans les bureaux supprimer tout ce qui n'était pas en accord avec son opinion. Mais certains journalistes sont prudents et pensent que la censure reviendra La constitution garantit la liberté de presse « comme réglée par la loi », ce qui laisse planer un doute. Le directeur du National Press Council dit que « l'on peut publier ce que l'on veut, à condition de ne pas répandre la haine ou inciter à l'intolérance ethnique ou religieuse » (AP 11 07). On se demande si raconter ce qui se passe au Darfour tombe dans ce cas. Dès le 14 juillet l'armée assignait *al Ayam* devant la Cour pour avoir écrit « diminue la dignité et ternit l'honneur des forces armées », ce qui, selon elle, est incitation à la haine de l'État (AP 14 07).

Suppression de l'État d'urgence

L'état d'urgence fut supprimé le 9 juillet, - conformément aux accords de paix, sauf pour le Darfour et l'Est [ce qui leur semble contraire]. Tous les détenus politiques devaient être libérés avant le 9 juillet début de la période intérimaire (Xinhua Reuter 30 06). Tourabi fut libéré de prison, où il se trouvait à cause de l'état d'urgence et a immédiatement vitupéré le gouvernement, la constitution, l'accord de paix, etc. Son parti le Congrès National Populaire a été autorisé à nouveau. Khartoum veut-il élargir son soutien populaire contre la menace de la Cour Pénale Internationale ? Quant aux autres prisonniers politiques, ils ne semblent pas avoir été libérés. Les 45 membres du parti de Tourabi en prison, n'avaient pas été arrêtés à cause de l'État d'urgence et ne sont donc pas

touchés par la mesure d'élargissement, disent les officiels (AFP 17 07) Quarante d'entre eux ont commencé une grève de la faim à la prison de Kobar, à Khartoum Nord. Ils viennent du Darfour (AFP 21 07). Amnesty International a enregistré 355 prisonniers politiques, sans jugement, ou accusation sauf 26% d'entre eux, sans contact avec leurs avocats et leurs familles, seul Tourabi fut libéré. AI présume qu'ils sont beaucoup plus nombreux. Les personnes arrêtées après l'affaire de Soba Aaradi sont 106 éventuellement 206, sans rapport avec les troubles dans l'Ouest ou l'Est Seuls quelques procès sommaires ont été tenus. En un an, on connaît sept personnes mortes en détention des suites de mauvais traitements. (amnesty-2005-06-30).

Miscellaneous

- Fund for peace, un organisme américain a classé les 71 pays les plus fragiles et donc les plus dangereux. Le Soudan est troisième, après la Côte d'Ivoire et la RD Congo (JA/L'intelligent n°2322 p.30).

- Le Soudan a repris ses négociations avec les États-unis pour qu'ils relâchent un nombre non spécifié de détenus soudanais à Guantanamo (AFP 18 07).

- Le 25 05, le vicaire général de Khartoum a été arrêté, enchaîné pour une journée, après avoir été arrêté un mois plus tôt, pour des raisons peu claires.

-Soixante Pakistanais, s'étaient vu promettre par une agence de leur pays, visas de séjour et travail dans l'industrie pétrolière au Soudan, après lui avoir payé des sommes fabuleuses. Arrivés à Khartoum, ils furent vendus à des Indiens qui les firent travailler comme esclaves et vivre dans une « prison privée » près de Khartoum. Un responsable de droits de l'homme pakistanais a demandé à Khartoum qu'ils soient relâchés (Islamabad 22/24 08).

- Trois avocates ont été interrogées par les services de sécurité pendant deux jours. Elles avaient participé à un atelier à Port-Soudan dont la conclusion était que le gouvernement devrait interdire l'excision et la discrimination contre les femmes (AI 26 07). The Lancet a publié les recherches du Dr Lars Almroth, un Suédois, montrant que les femmes excisées avaient cinq ou six fois plus de risques d'être infertiles (Reuter 29 07).

Humanitaire

- L'état de malnutrition des enfants déplacés aux alentours de Khartoum est pire que celui dans les camps du Darfour, selon le représentant des NU. Peu d'ONG internationales s'y intéressent et les ONG soudanaises manquent terriblement de fonds (Reuter 26 06). Les Nations Unies ont vacciné environ 5 millions d'enfants soudanais de moins de 5 ans contre la poliomyélite (Xinhua 06 07)

ERRATUM

Nous avons appris avec une grande joie que la nouvelle de la mort d'Eric Reeves publiée dans le dernier *Vigilance Soudan* après avoir été annoncée par deux journaux américains, était fautive. Nous lui présentons toutes nos excuses et lui souhaitons un prompt rétablissement. Nous pensons sincèrement tout le bien que nous avons écrit de lui.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Août 2005 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

JOHN GARANG de MABIOR

Vie et Mort d'un Homme d'État
Charismatique et Visionnaire

SALVA KIIR MAYARDIT

Le successeur

Trois semaines après que Garang ait été accueilli dans une immense allégresse à Khartoum par une foule enthousiaste d'un million de personnes, après qu'une nouvelle constitution plus libérale fût proclamée, la presse libérée, l'état d'urgence partiellement levé, Tourabi élargi, le nouveau premier vice-Président succombait au crash d'un hélicoptère russe Mi-72 qui avait heurté les Monts Imatong par mauvais temps, hélicoptère appartenant au Président d'Ouganda. Il venait de parler avec lui d'éloigner du Sud Soudan les bandits ougandais de l'Armée de Résistance du Seigneur (ARS). Quatorze occupants du Mi-72 furent tués.

Dès la nouvelle parvenue, des Sudistes fous de colère et de chagrin accusaient le gouvernement, ce qui donne la mesure du peu de confiance qu'ils ont en lui. Des milliers d'entre eux pillèrent les magasins, brisèrent des voitures et même attaquèrent des « arabes » au cri d'« assassins », à Khartoum, Port-Soudan et autres lieux. A Juba, la ville principale du Sud, ils mirent le feu aux magasins des « arabes » sans s'attaquer à eux personnellement. A Khartoum plus de 3700 manifestants attendent leur jugement. Afin de combattre les rumeurs d'assassinat, une commission d'experts soudanais, ougandais, kenyans, russes, américains et onusiens fut mise en place pour étudier les circonstances du drame, dont tant Khartoum que le MLPS jugeaient qu'il était accidentel ; mais les présidents nigériens et ougandais émettaient des doutes sur le caractère accidentel de cette mort, opposants politiques et observateurs avaient souvent attribué au régime, la mort de personnalités politiques et militaires éminentes dans des accidents d'avion ; les rebelles ougandais de l'ARS avait déjà descendu des hélicoptères dans le passé, mais ne semblaient pas proches du lieu de l'explosion. Pour l'instant deux sujets d'étonnement, l'équipe des Nations Unies qui retrouva l'hélicoptère accidenté affirma qu'il y avait dix-sept tués ; maintenant on en mentionne quatorze. L'hélicoptère n'aurait pas été équipé pour voler de nuit.

Garang ne manquait pas d'ennemis tant au sein du gouvernement que du MLPS et d'autres formations sudistes. Même ceux dont la mort est souhaitée peuvent se tuer accidentellement.

Après que son corps ait été transporté par avion dans plusieurs villes du Sud pour un dernier adieu, Garang fut inhumé dans la capitale du Sud, Juba, où il n'était jamais entré de son vivant, son cercueil étant recouvert par le drapeau à une étoile du MLPS.

Garang, chef historique de la rébellion naquit il y a 60 ans dans une famille aisée protestante à Jonglei, près de Bor. Après des études secondaires en Tanzanie, il combattit aux côtés des rebelles lors de la première rébellion du Sud qui prit fin en 1973. Après la paix, il entra dans l'armée soudanaise, puis des études économiques et militaires aux Etats-Unis. Quand la rébellion sudiste reprit en 1983 à Bor parce que Khartoum avait dans les faits annulé l'accord d'Addis, il était colonel à Khartoum et offrit au Président Nimeiri de ramener les insurgés à la raison. Dès son arrivée à Bor, il se joignit à eux, créa le Mouvement/Armée de Libération du Soudan (M/ALPS), lança son appel pour un Nouveau Soudan, démocratique et laïc, et s'appuya sur l'Éthiopie. Deux changements de régime à Khartoum et vingt-deux ans plus tard, il signait le 9 janvier 2005 l'accord de paix historique qui lui vaudrait le titre de premier vice-président. Au cours des années de guerre, il connut des périodes difficiles, notamment au début des années 1990, quand une révolution en Éthiopie lui retira l'appui de ce pays et que son mouvement se scinda selon des lignes ethniques, les dissidents appuyant le gouvernement. Il sut surmonter les difficultés avec les États-unis qui tenaient début 2002 à ce qu'il abandonne sa demande d'un référendum d'autodétermination.

Terriblement autoritaire dans ses débuts, alors que tout dissident était soit tué, soit emprisonné, Garang porta tout le long de la guerre les espoirs et les aspirations des Sud Soudanais. Devenu l'unificateur du MLPS, il émergea peu à peu avec une stature d'homme d'État, défenseur en théorie des droits de l'homme.

Dès l'annonce de la mort de Garang, le MLPS réunissait 21 de ses principaux chefs et élisait immédiatement son successeur Salva Kiir Mayardit, président du Sud et par là premier vice-président du Soudan. Il était alors numéro deux du Sud comme président intérimaire et surtout le seul Ancien du Mouvement ce qui, semble-t-il, justifia sa nomination. Bien que sa formation universitaire ait été moins étendue que celle de Garang, il avait été chef d'État-major de l'ALPS. C'est lui qui, entre autres, négocia en 2002 Machakos, premier protocole de l'accord de paix qui concernait le référendum d'autodétermination, la période intérimaire et la liberté religieuse ; il devait venir à Paris ces jours-ci. Son rôle dans les processus de paix *people to people* entre Dinka et Nouer en 1999 l'a fait apprécier des Églises, les piliers de la société civile au Sud. Dès avant son élection, il annonça que le M/ALPS « continuerait la vision et les objectifs de Garang...Le leadership du Mouvement restera uni et mettra en œuvre en toute bonne foi l'accord de paix ». Il appela aussi au calme les Sudistes indignés de la mort de leur leader.

Toujours couvert d'un chapeau de brousse, Dinka comme Garang, mais originaire de Rumbek, Salva Kiir a une cinquantaine d'années. Il combattit comme officier pendant la première guerre du Sud, et après les accords d'Addis-Abeba, il intégra l'armée soudanaise. Il rejoignit dès les débuts la rébellion de la seconde guerre du Sud dont il fut l'un des pères fondateurs. Il combattit avec beaucoup de courage au Nil Bleu Sud et sut rallier à Garang le Bahr el Ghazal quand il y eut des divisions internes. Il incarne les aspirations sudistes et jouit de toute la confiance de l'ALPS. Un de ses premiers actes fut de menacer fermement les rebelles ougandais de l'horrible ARS qui ont des bases au Sud-Soudan : soit ils s'en vont, en se réconciliant ou non avec le gouvernement ougandais, soit ils seront mis dehors par l'Armée de Libération du Peuple Soudanais. Peut-être attend-il le résultat de cette déclaration avant de chercher la réconciliation avec les milices progouvernementales soudanaises SSSF, afin de pouvoir manipuler avec elles carotte et bâton. Il n'en est d'ailleurs pas haï comme l'était Garang ; leur chef a dit qu'il coopérerait avec lui. Il a de meilleures chances que Garang de faire l'unité du Sud avec les Nouer et les Équatoriens : il a nommé un Nouer Riek Masha, président intérimaire du Sud, malgré les rivalités des deux hommes. Ils sont simplement montés d'un cran dans la hiérarchie. Salva Kiir semble être un sécessionniste. Après un grand éloge de Garang, il a eu la sagesse de dire à Khartoum lors de la cérémonie de serment comme premier vice-président : « Depuis les débuts, les leaders du MLPS dont je suis le seul survivant, ont combattu pour l'unité du Soudan ». Le résultat du référendum, ajouta-t-il, dépendra de la bonne volonté du gouvernement central. Il semblerait douloureusement conscient qu'un référendum favorable à la sécession pousserait Khartoum vers une troisième guerre du Sud, facilitée par ses accumulations d'armes depuis la paix et par les routes pétrolières qui rendraient l'invasion beaucoup plus aisée. Lors de la cérémonie, il a aussi appelé à la paix avec le Darfour et l'Est et au développement économique de l'ensemble du Soudan. Austère, son premier problème aurait été de savoir, en l'absence de fonctionnement de la Banque du Sud, qui a la signature sur les comptes du Sud. Il parle un excellent arabe et un bon anglais. L'immense opacité du temps nous interdit de savoir si Salva Kiir, qui émerge de l'ombre géante de son ancien chef, aura le charisme d'amener un changement démocratique dans le MLPS, au Sud et au Soudan. Il a déjà demandé à ses partenaires du parti au pouvoir, le Congrès National, d'ouvrir leurs rangs à l'opposition du Nord. Il a appelé les forces politiques du Sud à participer au gouvernement du Sud-Soudan.

suite de l'article John GARANG de MABIOR

Après la signature de la paix, un million à un million quatre cent mille personnes du Nord s'inscrivirent à son parti, le MLPS, désormais autorisé. Seul Sudiste à pouvoir briguer la présidence du Soudan, il était quasiment aussi le seul à croire en un « nouveau Soudan », l'immense majorité des Sudistes prônant la sécession. Lors de ses funérailles, son épouse déclarait que de même que Moïse était mort juste avant d'atteindre la Terre Promise, Garang disparaissait après avoir fait sa part de la tâche.

La réunion qui faillit scinder le MLPS

Eastern Africa

Au moment où Salva Kir succède à Garang, il nous a paru important de rapporter une réunion tenue à Rumbek peu avant la paix, à la suite de rumeurs selon lesquelles Garang, président du M/ALPS, allait limoger Salva, l'arrêter et le remplacer par Nhial Deng, fils du leader assassiné William Deng. Nhial avait été élevé dans la famille du Mahdi, un ami de son père, avant de rejoindre le MLPS.

Pour Garang, les rumeurs étaient fomentées par Khartoum. Salva et lui étaient des amis de 22 ans et cela continuerait toujours ainsi. « Que je remplace Salva par Nhial Deng est un mensonge. Cela voudrait dire que je renverrai tous les anciens de Nhial dont Riak. ». Garang attribuait, comme dans la tradition sudiste, le pouvoir à l'ancienneté.

Plusieurs se référèrent aux meurtres qui ensanglantèrent les débuts de l'ALPS. Oyal Deng, qui deviendrait le chef d'État-major de l'ALPS déclara : « Au début de l'ALPS ils étaient sept. Vous n'êtes plus que deux [Garang et Salva]. On a dit que vous aviez conspiré contre ceux qui sont morts, maintenant vous conspirez l'un contre l'autre ».

L'essentiel des débats fut une critique acerbe de l'autoritarisme de Garang à laquelle il ne répondit pas. Quand Garang va à l'étranger il ne laisse ni directive ni personne pour agir à sa place. Il a remplacé le *National Executive Council*, créé par la Convention de 1994, par le *Leadership Council* où tous lui rendent compte. Par manque de structures, la corruption a atteint une dimension telle qu'il sera difficile de l'éradiquer. La chaîne de commandement n'est pas respectée puisque des individus peuvent s'adresser directement au Président du MLPS. Garang n'a aucun droit de limoger Salva car tous deux ont été élus. Le Président a établi unilatéralement des institutions illégales, il pratique le népotisme.

Garang a clos la réunion ne remerciant tout le monde et particulièrement Salva dont il avait peut-être appris qu'il avait refusé de faire un coup d'État le renversant, comme le lui suggéraient certains membres du MLPS.

Mise en œuvre de la Paix

Avant que le gouvernement du Sud-Soudan soit établi légalement, la constitution du Sud-Soudan doit être écrite et adoptée ; elle devait l'être en Août ; nous n'en avons pas de nouvelles. Autre cause d'atermoiements, les ministres fédéraux ne pouvant être en même temps ministres du Sud, on attend la formation du nouveau ministère de Khartoum : il y a mésentente, le MLPS demande le ministère de l'énergie comme le Sud est la grande source de pétrole, Khartoum s'y oppose. Ni le comité d'évaluation destiné à adapter le traité de paix pour que les Sudistes en aient une plus grande satisfaction et votent pour l'Unité, ni la commission politique de cessez-le-feu, ni la commission bipartite pétrolière qui doit accorder les permis d'exploitation, ni la commission de délimitation des Frontières Nord Sud, n'ont été établies. La force de soutien de la paix des Nations Unies accuse un retard. Des 12 000 hommes prévus, seuls 1200 étaient arrivés le 13 juillet, Khartoum fait traîner les visas d'entrée des Occidentaux.

Selon les mauvaises langues, Garang voulait, avant de pourvoir aux emplois, s'assurer de la fidélité de quelques 4000 impétrants. Il avait toutefois nommé un responsable des infrastructures dans chaque État et surtout les gouverneurs des États fédérés du Sud, envoyant loin de leur ethnie les non Dinka. Dès la nomination de Garang comme vice-président, le Conseil de Coordination du Sud Soudan (CCSS) fut dissous. Il s'agissait d'une structure, mise en place par Khartoum lors des faux accords de paix de 1997 pour administrer les territoires sous son contrôle, devant devenir théoriquement le gouvernement d'un Sud-Soudan autonome. Bientôt le CCSS ne devint qu'une coquille politiquement vide. Le MLPS s'efforce de fusionner ses structures et celles du CCSS.

SUD-SC

Les M

Qu'en pense

La corruption fut pendant la guerre pour Khartoum, le moyen pour eux de maintenir à la place des soldats, qui, venus du Nord, de paix, les milices doivent être incluses dans l'armée soudanaise, au Sud. Plus de 420 officiers miliciens ont été inclus dans l'armée au Sud sans faire partie des Unités Jointes, mais leur valeur pour le niveau de formation tant des officiers que des hommes les rendrait Jointes alors que maints SSDF s'attendent à faire partie de ces unités par l'ALPS, mais aucune des deux ne semble enthousiaste. (Le SSDF ne semble pas intéressé par l'équipement de ses propres hommes).

Dans le Haut Nil Nord, après le traité de paix, 200 miliciens passèrent à brûler une trentaine de villages et déplaçant 4 000 civils. Khartoum les partants. De nombreux rapports tendent à prouver que l'armée selon l'ALPS, dans le Nil Bleu, le gouvernement a distribué 3000 armes des Civils, de mars à juin 2005, ses rapports étant toujours tardifs. Nouer à se battre contre les autres communautés du Haut Nil Nord. L'atterrissage d'urgence non prévu à Yambio le 15 juillet. Leur départ. Alors que l'indifférence internationale à ces violations de la paix a décidé ce qu'il ferait des SSDF.

Début de Ré

Quoique les leaders SSDF soient immatures politiquement, ils ont un mécanisme susceptible d'amener l'indépendance du Sud. Ils n'ont la haine de la supériorité Dinka et une lourde coercition suffirent à les commandants SSDF qui sont passés à l'ALPS ont tous été dés

Du temps de Garang, un dialogue avait commencé au Kenya en Nairobi, Garang lui-même avait ouvert le débat.

Les parties sont d'accord pour intégrer leurs forces et s'engager dans la paix en l'utilisant comme document directeur, à résoudre leurs différends. Elles sont aussi d'accord pour la formation d'une armée du Sud selon l'accord de paix. Elle sera non partisane, représentative et démocratique. Mais on n'arriva pas à s'entendre sur deux points. Le nom de cette armée conformément à l'accord de paix, pour les uns, et Forces Armées Libération, désormais mouvement politique. Les SSDF veulent aussi participer. Dans son discours d'arrivée à Khartoum, Garang les avait menacés de quitter le Sud. Le gouvernement d'Unité Nationale ne peut pas soutenir

Leurs Rais

Souvent utilisées par Khartoum comme forces progouvernementales complexes. C'est une organisation lâche qui relie des groupes de milices gouvernement dont le service de renseignements militaires craignent. Il y a une haine entre les « milices », des forces locales essentiellement développées dans le Nord. Ceux-ci s'étaient séparés de l'ALPS en 1992 pour s'allier au gouvernement du Sud, et Garang, un Soudan uni, démocratique et laïc. Ces milices ont une méfiance du Nord tandis que les milices sont plus susceptibles de se réunir lors de la conférence de Juba en 2001 sous la direction de l'Unité Nationale libération].

Il fut dégoûté, comme de nombreux chefs SSDF lors des attaques contre une milice, et il voulut expulser les responsables, qu'il accusa, comme ses forces personnelles, se sont mal conduites, taxant les civils illégalement des épouses pour leurs commandants, et menant des rackets d'extorsion sans que ni les services de sécurité ni la communauté internationale ne soit terrifiée, n'avait pas voulu parler aux enquêteurs du CPMT.....

Beaucoup de leaders SSDF se sentaient humiliés et trahis par Garang en faveur de l'autodétermination à laquelle l'immense majorité d'entre eux rejoint le MLPS, il n'y a plus de parti politique qui ait une autorité légitime, l'aile démocratique du MLPS, il l'aurait accepté comme leader. [D'après le Sud].

Les leaders SSDF, tendance mouvements de libération, cherchent à reprendre fut les prémisses de celui de 2005, et ne comprennent pas pourquoi ils ne sont pas à son successeur. Ils s'offensent que leur alliance avec le gouvernement (les Nordistes), alors que Garang avait signé des accords avec l'opposition progouvernementales » que le MLPS leur applique. Les Nouer du Haut Nil Nord, la principale tribu MLPS.

Les options ouvertes au SSDF sont soit un arrangement avec le MLPS, soit une libération basés à Khartoum. La résistance armée semble beaucoup moins probable.

PETROLE ET ECONOMIE

- Le Soudan a signé un contrat avec Petronas pour la construction d'une raffinerie à Port-Soudan de 100 000 barils/jour, et d'un milliard de dollars à être opérationnelle en 2007. Elle sera la propriété conjointe du Soudan et de Pétronas (AFP 29 08). Elle serait destinée au nouveau brut Dar Blend dont la production atteindra 200 000 barils/jour en septembre. Le Soudan avait d'abord envisagé de confier cette raffinerie à l'Inde (Reuter 14 06).

-« La Chine a des plans pour dépenser 8 milliards de dollars dans l'exploration pétrolière au Soudan, au cours des deux prochaines années (AFP 07 06). La Chine a prêté 3,6 millions de dollars au Soudan et donné 1,2 millions en aide humanitaire (KUNA 05 07).

- Trois locomotives diesel sont construites en Inde pour être exportées au Soudan (AsiaPulse 12 07). Sudan Railway a approuvé la proposition d'une société indienne de construire une voie ferrée parallèle à celle existant, sur 203 kilomètres entre la jonction d'Al Haiya et Port-Soudan. (The Hindu Business line, 06 07).

- Béchir a inauguré un projet agricole, le Sundos Agricultural project de 40500 ha qui coûtera 75 millions de dollars. La terre est répartie entre les États de Khartoum, de la Guézira et du Nil Blanc. Les sociétés soudanaise Eastern Gebel Awlia et chinoise China Engineering, ont des contrats pour la mise en œuvre de ce projet (Xinhua 11 07).

- Les Soudanais sont de grands consommateurs de sucre. La première industrie sucrière fut créée en 1959. Maintenant cinq usines produisent 750 000 tonnes par an. La productivité qui n'était que de 2 tonnes par feddan (à peu près 4500 m²) est passée pour Kenana à 48 tonnes. Le Soudan exporte trois à 4 millions de tonnes par an et « pourrait satisfaire les besoins mondiaux » (SUNA 26 05).

- L'estimation des dépenses budgétaires du gouvernement du Sud-Soudan indique qu'il dépensera 3,6 milliards de dollars dans la première phase de reconstruction de l'infrastructure, des services sociaux de base et des secteurs de production. La seconde phase voudra réaliser les buts du développement du Millénaire en réduisant la pauvreté de moitié d'ici 2015 (The Nation 27 07).

- Sudan Airways a repris ses vols réguliers Khartoum Juba chaque mercredi sur sa route vers Nairobi. Juba et Rumbek sont surtout desservies par des vols charters et par un transporteur privé kenyan East African Safari Air Express. Le MLPS a construit grâce à l'UNICEF un grand aéroport à Rumbek, sa capitale transitoire (AFP 15 06).

- La Banque Mondiale et d'autres donateurs ont mis de côté près de 4,5 milliards de dollars pour soutenir le retour des déplacés et le développement du Sud Soudan. Il y aura co-financement du Soudan avec 3,5 milliards de dollars des revenus pétroliers totaux (avant partage avec le Sud). (PANA 22 06).

- La Banque des Émirats et du Soudan a proposé l'achat de 28,5 millions de dollar d'actions à un dollar chacune pendant un mois, ce qui a été souscrit 8 fois (Reuter 25 06). La banque de Dubaï dit avoir acheté une participation de près de 60 % dans la banque de Khartoum qui appartient à 99% à l'État soudanais et qui est la plus ancienne banque du Soudan. La banque de Khartoum, qui a un capital de 45 millions de dollars, a doublé son bénéfice en 2004, atteignant 7 millions de dollars (Reuter 25 07).

- Suivant un mouvement dont on a vu l'amorce dans les *Vigilance Soudan* précédents, à cause de la qualification de génocide donnée aux crimes au Darfour, projets de loi ou simple requêtes, cinq États américains demandent aux fonds de pension de désinvestir du Soudan (AP 25 0-, Oakland Tribune 04 07, The Inside Bay area 16 07, AP 20 07, 28 07). Le mouvement semble avoir été déclenché par des étudiants de l'université de Harvard,

alertés par l'appellation génocide, qui ont aussi lancé une campagne de lettres au Président des États-unis (selon les intéressés plusieurs centaines de milliers), ainsi qu'une campagne de désinvestissement dans les journaux.

Un Anglais acheteur de droits pétroliers au Darfour

The Guardian *David Leigh, Adrian Gatton*

Un millionnaire américain, Friedhelm Eronat a troqué son passeport contre un passeport britannique peu avant de signer un contrat avec le gouvernement soudanais, les Américains n'en ayant pas le droit. Le 9 juin, on apprenait qu'Eronat avait acquis des droits pétroliers au Darfour, au grand scandale des représentants des rebelles du Darfour à Londres et de ceux qui font campagne pour les droits de l'homme dans cette région ; Eronat paie un gouvernement dont les principaux membres peuvent finir devant la Cour Pénale Internationale ; les seuls bénéficiaires seront l'élite régnante, l'argent servira à la campagne militaire au Darfour. Cette nouvelle arriva au moment où la Grande-Bretagne s'apprêtait à accueillir le G 8 et où le thème central de Tony Blair était la nécessité d'aider l'Afrique.

Certains documents montrent que Eronat pourrait agir pour la Chine. Il pèserait 100 millions de livres sterling, a fait fortune dans les contrats pétroliers surtout par le biais de la société offshore Cliveden Group dont il était le seul propriétaire en 2003. Il fut accusé par Global Witness l'an dernier, d'être le propriétaire d'une société suisse qui aurait été utilisée pour transférer des millions de dollars de Mobil Oil au président du Kazakhstan. Le procès d'un banquier compromis dans ces transactions est en cours aux États-unis. Eronat n'est pas poursuivi.*

* Eronat aurait fait des études sismiques extrêmement réduites au Darfour qui ne prouveraient en aucun cas la présence de pétrole.

François-Xavier Verschave

Cofondateur avec le père Hubert Barbier de *Vigilance Soudan* en janvier 1992, François nous a quittés le 29 juin. Grand croyant, il avait consacré ses 58 ans de vie au service des autres. Après des études de philosophie et de mathématiques, il fonda l'association *Artibois* permettant à d'anciens malades d'hôpitaux psychiatriques de travailler le bois ; puis il s'intéressa au développement de l'Afrique et pour cela, fit des études d'économie. Il eut bientôt l'intuition qu'en Afrique francophone, « des réseaux liés à certains partis politiques français, à des officines obscures, à des entreprises françaises dont Elf, s'entendent ou se font la guerre avec la complicité d'élites africaines pour s'appropriier les richesses du continent ». C'est ce que dès 1994, quand il comprit l'inefficacité des discours lénifiants, il appela la *Françafrique*, « le plus grand scandale de la République. [Verschave a] mis publiquement en cause une certaine de personnes. A l'exception de Pasqua, personne n'a contredit [ses] propos. ». Sa pensée évoluant, il commençait à élaborer la *Maffiafrique* quand il fut rattrapé par la maladie.

François Xavier travaillait beaucoup, un mi-temps d'attaché territorial à Saint-Fons dans le Rhône, la présidence de l'association *Survie* pour laquelle il venait deux jours par semaine à Paris et l'écriture de ses nombreux livres* qui lui apportèrent l'autorité et dont il donnait les abondants droits d'auteur à *Survie*, et enfin l'association d'économie solidaire, *Saint-Fons développement*, un modèle du genre. Plus de quatre cents personnes se sont rendues à ses funérailles dont de très nombreux africains venus de toute la France.

À Marie-Thérèse sa merveilleuse épouse, à ses trois enfants et à toutes les équipes de *Survie*, nous disons notre peine et notre sympathie.

*La liste complète se trouve sur le site www.globenet.org/survie